

La CCIJF a procédé à un échange de points de vue avec Mme Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, à l'occasion d'un déjeuner.

C'est dans un élégant restaurant du 7ème arrondissement à Paris que le lundi 22 janvier 2018, la CCIJF a participé, à l'invitation de la commissaire européenne Mme Cecilia Malmström, à un déjeuner qui a été l'occasion d'un échange de points de vue suite à la récente finalisation de l'accord de partenariat économique et de libre-échange (APE/ALE) entre le Japon et l'UE. Ci-dessous, la liste des participants ainsi que les grandes lignes de cette rencontre.

Participants

Commission Européenne :

Cecilia Malmström Commissaire européenne au Commerce

Jolana Mungengová Membre du cabinet de la Commissaire Cecilia Malmström

Édouard Bourcieu Conseiller commercial à la Représentation de la Commission européenne en France



CCIJF :

Fumito Kobayashi

Président (Directeur Général, Succursale de Paris, THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI UFJ, LTD.)

Moriyuki Tanemura

Vice-Président, Délégué responsable du Comité d'études sur l'état de l'environnement des affaires (Vice-Président & Directeur Général, France & Benelux, ALL NIPPON AIRWAYS)

Ichiro Aoyagi

Vice-Président, Délégué responsable du Comité pour le soutien aux échanges franco-japonais (Vice-Président, FUJITSU IoT & Innovation)

Kensuke Otake

Membre du Conseil d'administration, Délégué responsable du comité pour une vision prospective (Représentant en chef, TOKIO MARINE NICHIDO INSURANCE)

Yasushi Kishibe

Membre du Conseil d'administration, Délégué responsable du Comité de l'amicale des membres (Directeur Général, IWASE COSFA EUROPE S.A.S.)

Susumu Kataoka

Membre du Conseil d'administration, Membre de l'Advisory Board (Directeur Général de l'Organisation Japonaise du Commerce Extérieur « JETRO » à Paris)

Hirotaaka Yamada Secrétaire général

Grandes lignes de la rencontre

Le président de la CCIJF M. Kobayashi a tout d'abord salué la finalisation récente de l'accord de partenariat économique et de libre échange (APE/ALE) entre le Japon et l'UE et exprimé la conviction que cet accord sera pour le Japon comme pour l'UE, par le jeu d'une émulation mutuelle, une source future de progrès et de développement. Etant donné la forte probabilité dans ce contexte d'un élargissement des investissements déjà réalisés ainsi que de nouveaux investissements en Europe de la part des entreprises japonaises installées en France, M. Kobayashi a ouvert les discussions en faisant part de la volonté de la CCIJF d'apporter son ferme soutien dans ce domaine. La première partie de la rencontre a porté sur les grandes tendances des entreprises japonaises en France ainsi que sur une présentation des activités de la CCIJF. La version 2016 du document de principe de la CCIJF visant à l'amélioration de l'environnement des affaires en France a été remise à la délégation de l'UE et la position de la CCIJF sur les problématiques soulevées a été explicitée.

La commissaire européenne, Mme Malmström, soulignant la contribution à l'économie mondiale que représente un accord-cadre entre l'UE et le Japon, deux poids lourds de l'économie dans le monde, a affirmé la nécessité d'en poursuivre l'amélioration et évoqué combien il est important et pertinent dans cette perspective d'écouter les opinions exprimées avec franchise par les entreprises japonaises travaillant en France. La seconde partie de la rencontre s'est recentrée sur un échange de points de vue ancré dans des problématiques concrètes.

C'est dans ce cadre qu'une discussion dynamique, intégrant la question du BREXIT, a été entreprise ; notamment sur le partage d'informations concernant les bénéfices en termes de coûts et d'opportunités découlant de l'APE/ALE dont profiteront les fabricants entre autres de l'industrie des matières premières cosmétiques, ainsi que sur la nécessité d'établir des règles régissant l'économie numérique et particulièrement, particulièrement le commerce électronique dans le secteur des hautes technologies.

Les discussions ont également porté sur la possibilité d'une coopération entre JETRO et la Commission Européenne, concernant notamment une meilleure pénétration du secteur japonais des produits agricoles sur le marché européen, l'innovation dans le secteur de l'économie numérique et les échanges entre start-ups.

Le sentiment des entreprises japonaises concernant le Règlement Général sur la Protection des Données (GDPR), qui entre en vigueur le 25 mai prochain, a par ailleurs été évoqué : tout en comprenant bien évidemment l'importance d'un niveau adéquat de traitement et de protection des données, elles ressentent une certaine confusion à propos du GDPR en tant que tel, car nombre de points de ce dernier demandent à être éclaircis. Les entreprises ont également communiqué leur souhait de voir le Japon, un pays avancé dans le domaine de la protection des données, obtenir des décisions d'adéquation qui contribueraient au développement et au plus grand dynamisme des services de cloud au Japon comme dans l'UE.



Conclusion

Cet échange de points de vue a été organisé lors d'une visite officielle de Mme Cecilia Malmström à Paris et sous l'impulsion forte de la commissaire européenne, proposition à laquelle la CCIJF a accédé, consciente de l'extrême importance de l'opportunité qui était ainsi offerte de pouvoir transmettre en personne les réflexions des entreprises japonaises au plus haut niveau des instances européennes (équivalent du niveau ministériel). Mme Malmström ayant fait montre d'un très fort intérêt envers la version 2018 du document de principe que la CCIJF va bientôt rendre public, nous sommes engagés à la lui communiquer après soumission aux autorités françaises. La prise assidue de notes tout au long de cette rencontre par Mme Mungengová, membre du cabinet de Mme Malmström, et M. Bourcieu, conseiller à la Représentation de la Commission Européenne en France, nous a particulièrement marqués. Nous pensons que cette initiative a permis, dans une certaine mesure, de renforcer la visibilité des entreprises japonaises présentes en France et de la CCIJF auprès de l'Union Européenne.

Nous sommes convaincus que cette contribution de la CCIJF servira à une meilleure élaboration des politiques européennes à venir.